



A ceux qui veulent casser l'éducation, les lycéens répondent :

RESISTANCE

Le bulletin n°5 du Comité de Mobilisation de Paul Lapie

cdmlapie@hotmail.fr

www.cdmlapie.canalblog.com

UNE RÉFORME QUI VA CASSER NOTRE AVENIR !

Les mesures (in)sécuritaires

Vous le savez, le gouvernement essaie de faire passer une **réforme**, et vous avez dû entendre parler de l'installation de portiques de «sécurités» et de **brigades spéciales de police**, dans tous les lycées. Les critères officiels de recrutement de cette brigade sont insultants : «**Parler le langage des jeunes**» et «**Maitriser les arts martiaux**»

C'est inadmissible, c'est voir les jeunes comme des délinquants, et chercher à **empêcher les jeunes de se mobiliser** pour leurs droits !

Dès la mise en place des décrets d'application, cette brigade aura tous les droits sur les élèves: **fouille ou simple «contrôle»** n'importe où dans le lycée et à n'importe quel moment. Le racisme et la discrimination vont encore augmenter, bien que le «**délit de sale gueule**» ne soit pas légal !

Pour l'anecdote du lycée, nous avons eu droit à la fouille par trois policiers d'un élève noir de peau le 15 décembre dernier, dans l'enceinte de l'établissement. La fouille d'un élève est interdite dans les lycées, et la discrimination raciale est un délit : **CE N'EST PAS TOLÉRABLE !** On peut maintenant imaginer les conséquences qu'auront la mise en place de ces mesures «sécuritaires»...

Moins de cours, plus de coups

Depuis 2002, **80 000 postes** de profs ont déjà été supprimés. Les classes de 32, c'était déjà trop,

aujourd'hui on peut aller jusqu'à 36, ce qui n'est ni gérable pour le prof ni pour les élèves. Les **85 000 suppressions** supplémentaires d'ici 2012 innoveront avec des **classes de 40 élèves !**

Notre éducation doit se faire avec des professeurs, mais à l'avenir on nous éduquera avec des flics ! On peut prévoir qu'au moins **1 poste de profs sur 20** sera remplacé par un policier. Avec les suppressions de postes, **on apprendra moins, et nos diplômes vaudront donc moins !**

L'éducation est avant tout un droit, ne le laissons pas disparaître pour une «sécurité» qui n'a pas lieu d'être, **battons nous pour conserver des diplômes de qualité !**

La réforme et ses conséquences

Les lycées recevront désormais des financements privés d'entreprises. Des patrons siégeront donc au conseil d'administration du lycée, décideront des programmes, des spécialisations, de frais d'inscriptions (etc.)!

Dès la 2nde, les cours seront divisés en: **40% de tronc commun** (Français, Mathématiques, Histoire/Géographie ...) et **60% de spécialisation** (choisies par le conseil d'administration du lycée), avec la possibilité de changer de spécialisation (avec l'accord du proviseur) au milieu de l'année. Par ailleurs, chaque élève aura un «**livret de compétences**» dans lequel la vie scolaire, mais également personnelle, apparaîtra. La vie privée deviendra uniquement scolaire, et compétitive vis-à-vis des autres lycéens ! Si

au cours de l'année, on juge que vous n'avez pas les «compétences» suffisantes pour continuer votre spécialisation, vous êtes automatiquement **mis dans une spécialisation «inférieur»**. **Plus de droit à l'erreur**, avec la fin des redoublements, c'est la politique «**marche ou crève**».

De plus, avec ces «spécialisations», le BAC aura une valeur individuelle, donc **fini l'égalité des diplômes !** Ce problème se posera avec votre futur employeur, au niveau de l'embauche et des compétences requises et **du salaire minimum** qui se négociera de façon individuelle, mais aussi au niveau de votre orientation post-BAC. L'égalité de diplôme garantissait des droits communs à tous les bacheliers, c'est donc **une part d'égalité et de liberté qui veut être enlevée !**

Ensuite, la réforme prévoit **mois d'heures de cours** dans chaque sections, et plus de mathématiques dès la 1ère L, et plus d'histoire/géographie en Terminale S ! En clair, la réforme consiste en trois points :

- L'individualisation des parcours
- L'orientation sélective
- Et la concurrence entre les lycées et même entre lycéens !

Contre une réforme qui ne permettra qu'à une minorité de privilégiés d'avoir un diplôme de qualité, seul chance de s'assurer un avenir correct surtout en période de chômage des jeunes (25% !), nous devons nous mobiliser !

RollermaN & William

CONTRE LES MESURES DU GOUVERNEMENT, UNE SEULE SOLUTION, LA MOBILISATION !

Un début de mouvement est lancé sur les lycées. En effet, partout en France des milliers de lycéens se mobilisent contre la réforme Chatel, les suppressions de postes et les mesures de flicage des lycéens. Mais ce n'est pas en en restant là que le gouvernement lâchera l'affaire. L'année dernière pour faire reporter la réforme Darcos il avait fallu 100 000 lycéens dans la rue.

Le ministre ne retirera sa réforme que si les lycéens le force à le faire. C'est-à-dire qu'il faut lui mettre une telle pression qu'il ne puisse pas faire autrement que de battre en retraite. Et le seul moyen de mettre la pression de façon suffisante sur le gouvernement c'est de se faire voir, et d'être nombreux. C'est pour ça qu'il faut aller en manifestation et tous se mettre en grève les jours de manifestation, autrement le gouver-

nement continuera à casser notre avenir.

C'est pourquoi, le 14 et le 21 janvier, nous devons, nous tous être en grève car c'est la seule solution pour gagner. Le comité de mobilisation rappelle à tous les élèves du lycée qu'ils ont le droit de manifester : le motif « manifestation » est accepté par l'administration.

Parce qu'il n'y a qu'en nous mobilisant et en construisant un mouvement massif et majoritaire des lycéens que l'on fera plier le gouvernement pour qu'il retire sa réforme pourrie qui va casser notre avenir !

LoDel & TiBo

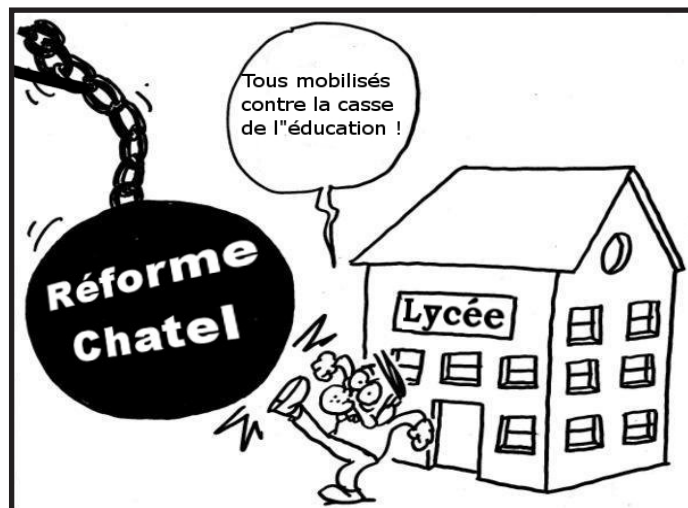
**TOUS EN GRÈVE
LE 14 JANVIER !
TOUT LE MONDE DEHORS,
PERSONNE EN COURS !**

LE MOT DU PROVISEUR :

Après les scandales du 15 décembre 2009, concernant la fouille d'un lycée de couleur et de la présence de policiers dans l'enceinte du lycée ; plusieurs profs et lycéens ont été choqués. Ce genre d'interventions policières montre que les mesures sécuritaires serviront plus à fliquer les lycéens pour éviter un mouvement qu'à garantir leur « sécurité » !

Le proviseur, qui a lui-même participé à l'élaboration de la réforme, cherche à éviter une mobilisation sur le lycée. Il va donc essayer de réprimer le mouvement et il a d'ailleurs déjà commencé en envoyant des lettres diffamatoires aux parents, en invitant des flics dans le lycée, et bientôt en essayant de réduire nos droits notamment par le biais du Conseil d'Administration : Ordre du jour « Mouvement lycéen » et « discipline » !

Leila & SiSko



Le motif d'absence « manifestation » ne peut pas être refusé par l'administration. Aucun lycéen mobilisé, ou qui veut le faire, ne doit être inquiété par l'administration.

**En cas de soucis avec
l'administration, contactez le
comité de mobilisation :**

06 09 55 56 58